

Lettre ouverte aux invisibles de la république

Depuis quelques jours, la promotion médiatique d'un ouvrage rédigé par un ancien surveillant pénitentiaire suscite de nombreuses réactions au sein de nos établissements.

À travers des propos largement relayés dans les médias, cet auteur laisse entendre que la **corruption** serait largement répandue au sein de l'administration pénitentiaire.

Face à ces déclarations, **l'Union Régionale de l'UFAP UNSa Justice de LYON** tient à s'adresser directement à l'ensemble des personnels.

Nous voulons d'abord rappeler une évidence : généraliser à partir de quelques cas isolés est non seulement injuste, mais profondément irresponsable. Une telle démarche conduit à jeter l'opprobre sur tout une profession, à fragiliser la cohésion des équipes et à alimenter des préjugés pour la société qui ne reflètent en rien la réalité du terrain.

Chaque jour, dans nos établissements, des milliers de femmes et d'hommes exercent leur mission avec professionnalisme, loyauté et sens du service public, dans des conditions souvent extrêmement difficiles : sous-effectifs chroniques, agressions répétées, pression constante, manque de reconnaissance et faible attractivité du métier.

L'Union Régionale de l'UFAP UNSa Justice de LYON tient également à être claire :

Notre organisation ne ferme en aucun cas les yeux et ne les fermera jamais sur les faits de corruption. Lorsqu'ils existent et sont avérés, ils demeurent marginaux, isolés et systématiquement sanctionnés avec la plus grande fermeté. La probité est une exigence fondamentale de notre profession.

Mais rien ne saurait justifier que l'on salisse l'ensemble d'une profession avec des accusations aussi graves qu'infondées.

Il est également indispensable de rappeler une réalité opérationnelle incontestable : l'introduction d'objets illicites en détention ne transite pas, pour son immense majorité, par le personnel pénitentiaire.

- Les projections depuis l'extérieur, les parloirs, les complicités extérieures ou encore l'usage croissant de drones constituent aujourd'hui des vecteurs majeurs d'introduction d'objets prohibés.

Occulter ces réalités pour désigner implicitement les agents comme responsables relève d'une présentation biaisée de la réalité carcérale et porte gravement atteinte à l'honneur des personnels.

Mais au-delà de ces polémiques, il est temps de rappeler ce que représente réellement le travail pénitentiaire.

Les personnels pénitentiaires accomplissent une mission que peu de gens accepteraient d'assumer. Ils gèrent, au quotidien, ce que la société préfère ne plus voir.

Là où l'école, les structures sociales, les associations et parfois même les dispositifs de sécurité ont échoué, ce sont les personnels pénitentiaires qui se retrouvent en première ligne pour gérer les conséquences humaines, sociales et sécuritaires.

Ils travaillent au contact d'individus que la société a souvent déjà rejetés, des personnes que plus personne ne veut entendre ni voir, et dont on préfère parfois simplement oublier l'existence en les enfermant derrière des murs.

En réalité, la prison est souvent le dernier endroit où l'on dépose les fractures de notre société, en espérant qu'elles restent silencieuses.

Pourtant, chacun sait une chose essentielle : ces personnes détenues sortiront un jour...

Et entre-temps, ce sont les personnels pénitentiaires qui assurent la gestion quotidienne de ces populations, dans l'ombre, avec des moyens limités, et trop souvent, dans l'indifférence générale.

Ces femmes et ces hommes accomplissent une mission qui relève du courage quotidien. Ils contribuent concrètement à la sécurité de la société, tout en assumant une charge humaine et professionnelle immense.

Et pourtant, en retour, ils doivent composer avec des salaires modestes, des réformes insuffisantes et un manque de reconnaissance chronique, qui rappelle trop souvent aux personnels qu'ils demeurent une couche invisible de la société, les invisibles de la république...

Alors la question mérite d'être posée : que ferait notre société sans ces femmes et ces hommes qui, chaque jour, dans l'ombre, garantissent une part essentielle de la sécurité collective ?

Les personnels pénitentiaires ne méritent ni le soupçon permanent, ni les caricatures médiatiques. Ils méritent respect, considération et soutien.

Le manque d'effectifs et d'équipements technologiques est la cause première de la porosité de nos structures, une réalité commodément masquée par la question de la corruption. Former les agents au risque corruptif et les laisser en pâture aux médias est un choix purement économique, qui évite le véritable investissement, doter nos établissements des moyens nécessaires à leur sécurisation.

L'Union Régionale de l'UFAP UNSa Justice de LYON restera, comme toujours, aux côtés des personnels pour défendre leur honneur, leur engagement et la réalité de leur mission.

***Pour l'Union Régionale de
l'UFAP UNSa Justice de LYON
Sylvain ROYERE***